



Après notre mobilisation, le Gouvernement et l'Assemblée nationale organisent **enfin un vote**, mais **uniquement indicatif**, à l'issue du débat qui aura lieu le 28 avril sur le Tracking. Un débat public et une prise de position transparente sont la moindre des choses lorsqu'il s'agit de nos libertés publiques.

La mobilisation ne s'arrête pas là, nous interpelons désormais les élu.e.s pour qu'ils et elles rejettent ce projet d'application logicielle de Tracking de la population à base de smartphones. Nous n'avons que quelques jours pour nous faire entendre. Face au risque de surveillance généralisée, vous les députés, agissez dans le sens des libertés publiques, et la remise en état de notre système de santé !

Signez la pétition

La surveillance de la population n'est pas une politique de santé, elle masque les incompétences de l'action du gouvernement dans la lutte contre le COVID-19 !

Tout d'abord, l'efficacité de cette application n'est pas garantie. Il faudrait que plus de 70% de la population en soit équipée. Ce qui correspond à peu près au niveau d'équipement en smartphones, un niveau encore plus faible pour les seniors dont 44% possèdent un smartphones, alors qu'il s'agit des populations les plus à risque.

Par ailleurs, cette application peut induire un faux sentiment de sécurité, qui aurait pour conséquence un moindre respect des gestes barrières.

De plus, l'injonction faite, au nom de la protection sanitaire, à la population pour se soumettre "volontairement" au Tracking peut conduire à des tensions sociales, par la stigmatisation de celles et ceux qui refuseraient cette application ou ne disposent pas d'un smartphone ou ne savent pas s'en servir.

Enfin, au-delà du mythe technophile et de son efficacité douteuse. Stop-Covid est surtout un pied glissé dans la porte de la protection de nos libertés. L'expérience montre malheureusement que les mesures exceptionnelles de l'état d'urgence se banalisent dangereusement. Pour combien de temps ce système de surveillance sera mis en place ? Quelle est la capacité pour un Gouvernement d'ajouter des fonctionnalités coercitives ?

Cette application détourne des moyens simples et vraiment nécessaires à la protection de notre santé : **comme des masques, des tests, des respirateurs, ... et la revalorisation des métiers de la santé !**

Je signe la pétition

Nous devons saisir cette période comme une opportunité pour reposer la question du sens de nos vies, de nos activités, de notre rapport à l'autre, de nos choix de consommation, car depuis quelques décennies, les crises, environnementales, énergétiques, économiques, sociales, sanitaires, sont déjà à l'œuvre dans ce monde globalisé !

**Quand on est en guerre contre un ennemi que l'on ne connaît pas,
il faut lancer et coordonner l'ensemble de toutes les actions de terrain précédemment éprouvées !
Les professionnels de la santé sont prêts et ils attendent « les armes et les ordres » !
Arrêtez de faire tourner des modèles mathématiques sur des données
qui ne servent pas à piloter les actions de terrain !
Les études et recherches ce sera pour après.**

**Vous les députés et les députées, ne soutenez pas le gouvernement des riches
qui est aussi maintenant celui des mandarins de la Santé !**

<http://mdlecologie.fr/sante/Coronavirus/Coronavirus.htm>